



Conseil économique et social

Distr. générale
23 août 2019
Français
Original : anglais

Session de 2019

26 juillet 2018-24 juillet 2019

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique de la 31^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 17 juillet 2019, à 10 heures

Président : M. Rybakov (Vice-Président) (Biélorus)

Sommaire

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau (*suite*)

- a) Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil (*suite*)

Débat général (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



En l'absence de M^{me} King (Saint-Vincent-et-les Grenadines), M. Rybakov (Biélorus), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau
(suite) (E/2019/64, E/2019/65, E/2019/66, E/2019/68, et E/2019/71)

a) Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social (suite)

Débat général (suite)

1. **Le Président** invite la réunion ministérielle à reprendre son débat général sur le thème intitulé « Éliminer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde en mutation ».

2. **M. Edmond** (Haïti), Ministre des affaires étrangères et des cultes, s'exprimant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dit que l'élimination de la pauvreté, la promotion de modes de consommation et de production durables et la protection et la gestion des ressources naturelles sont des conditions essentielles pour parvenir au développement durable. La mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pourrait facilement être compromise par le ratio élevé d'endettement par rapport au produit intérieur brut de la région. Bien que la plupart des États membres de la CARICOM soient considérés comme des pays à revenu intermédiaire et aient un indice de développement humain relativement élevé, ils continuent de souffrir de la précarité et de la vulnérabilité de leurs économies. Cette situation est aggravée par leur forte dépendance à l'égard du commerce international, l'absence d'économies d'échelle, le manque de diversification des produits et des marchés et leur vulnérabilité face aux catastrophes naturelles et aux effets des changements climatiques. Pour ces raisons, les critères d'attribution applicables à la coopération internationale doivent être réexaminés de sorte qu'ils tiennent compte de la nature multidimensionnelle du développement.

3. Pour les petits États insulaires en développement, la mise en œuvre du Programme 2030 est indissociable de celle des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa). Les États Membres sont encouragés à participer à l'examen à mi-parcours de haut niveau des Orientations de Samoa, qui se tiendra en septembre 2019. Les objectifs internationaux doivent tenir compte des priorités nationales et s'inscrire fermement dans les

plans nationaux. Étant donné combien il importe de disposer de données et d'analyses de haute qualité, fiables et à jour dans ce domaine, il est essentiel de fournir un appui qui permette de renforcer les systèmes et les bureaux nationaux de statistique chargés de la collecte et de la ventilation des données. La CARICOM engage vivement le système des Nations Unies pour le développement à appuyer les priorités nationales de développement dans la mise en œuvre du Programme 2030 pour faire en sorte que nul ne soit laissé pour compte.

4. **M. Arriola Ramírez** (Paraguay), Représentant permanent du Paraguay auprès de l'Organisation des Nations Unies, s'exprimant au nom du Groupe des pays en développement sans littoral, dit que les difficultés rencontrées par les 32 pays en développement sans littoral, telles que l'éloignement, l'absence d'accès direct à la mer et la grande distance qui les sépare des marchés mondiaux, sont aggravées par les défaillances des infrastructures, la lourdeur des procédures douanières, les handicaps structurels et le manque de capacités. Compte tenu de ces difficultés, les États Membres doivent veiller tout particulièrement à appliquer le principe selon lequel personne ne doit être laissé de côté et à réaliser l'objectif de développement durable n° 10, consistant à réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre. Pour atteindre les objectifs de développement durable, les six priorités énoncées dans le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024 doivent être pleinement réalisées.

5. Il ressort des rapports nationaux établis au titre de l'examen à mi-parcours du Programme d'action de Vienne et des trois réunions régionales qui ont été organisées que les progrès réalisés ces cinq dernières années ne sont guère suffisants pour atteindre les objectifs du Programme ou les objectifs de développement durable d'ici à 2030. Un tiers de la population des pays en développement sans littoral vit encore dans une extrême pauvreté et une grande partie souffre de dénutrition et d'insécurité alimentaire. Malgré l'importance du commerce pour la réalisation du développement durable, ces pays représentent toujours un pourcentage très faible du commerce mondial, et ce chiffre a encore diminué ces dernières années. En outre, bien que les infrastructures représentent une source d'avantages compétitifs essentielle au développement inclusif et durable, les pays en développement sans littoral en manquent cruellement. Ils doivent donc absolument investir dans des infrastructures de qualité, accessibles, abordables, fiables et résistantes.

6. En ce qui concerne l'objectif 13 relatif à la lutte contre les changements climatiques et leurs

répercussions, les pays en développement sans littoral restent vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques et ont besoin d'une assistance spéciale pour prendre des mesures d'adaptation et d'atténuation des dégâts et développer des infrastructures de transport capables de s'adapter au climat, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) et à l'Accord de Paris relevant de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

7. **M^{me} Young** (Belize), Représentante permanente du Belize auprès de l'Organisation des Nations Unies, s'exprimant au nom de l'Alliance des petits États insulaires, dit que la promesse d'éliminer la pauvreté dans le contexte du développement durable figure au nombre des objectifs d'Action 21, programme d'action adopté en 1992, et des objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que des nouveaux objectifs de développement durable. Pourtant, un quart de siècle après le lancement d'Action 21, les inégalités sont de plus en plus marquées et les capacités de la planète seront bientôt épuisées, si ce n'est pas déjà le cas. Dans ce contexte, la situation dans laquelle se trouvent les petits États insulaires en développement prouve que les activités visant au développement durable ont été peu concluantes. Au vu des travaux menés dans le cadre des préparatifs de l'examen de haut niveau des Orientations de Samoa, il est évident que ces États rencontrent des difficultés totalement disproportionnées par rapport à leurs capacités et que ces difficultés sont dues, pour la plupart, à de graves manquements de la communauté internationale à ses obligations envers les plus vulnérables. Malgré la gravité de la situation dans laquelle se trouvent les petits États insulaires en développement, la communauté internationale n'en finit pas de délibérer sur une solution toute faite pour les pays en développement qui ne fonctionnent tout simplement pas. On continue d'entendre les mêmes refrains dépassés et irréalistes exhortant les États à mobiliser des ressources nationales, à s'appuyer sur les instruments existants et à développer leurs mécanismes de gouvernance. Le fait que ces solutions irréalisables soient avancées donne à penser que la situation particulière des petits États insulaires en développement n'est toujours pas bien comprise ou mesurée.

8. La question du développement des petits États insulaires en développement ne devrait pas seulement faire l'objet de discours et il est temps de passer des mots aux actes. Il faut donner une plus grande importance aux objectifs et à l'action climatiques pour atteindre l'objectif de 1,5°C, et l'accès au financement à taux réduit ne devrait pas être déterminé uniquement par des mesures statiques mais aussi par des facteurs tels

que la vulnérabilité et l'endettement. L'appui de la communauté internationale est essentiel pour réévaluer les critères d'admissibilité de sorte qu'ils tiennent compte des particularités des petits États insulaires en développement qui souhaitent sortir de la catégorie des pays les moins avancés pour que soit alors adoptée une stratégie de transition sans heurt. La réduction des risques de catastrophe nécessite d'adopter une approche systématique et globale et la communauté internationale devrait collaborer avec les petits États insulaires en développement pour mettre en place un fonds ou un mécanisme financier en cas de catastrophe permettant aux pays de remédier au manque de liquidités entre la catastrophe et le relèvement et de faire face aux catastrophes dont ils ne peuvent pas se relever. À cet égard, il faut absolument établir un cadre de suivi. Il est essentiel que les États ne s'occupent pas uniquement de leurs propres intérêts et collaborent de façon cohérente et constructive dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. C'est le seul moyen pour les petits États insulaires en développement d'aller de l'avant et l'année 2019 offre la dernière occasion d'y parvenir.

9. **M. Skoknic Tapia** (Chili), Représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies, s'exprimant au nom du Groupe des Amis des personnes âgées, dit que le thème du Conseil pour 2019, à savoir « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité », concerne les personnes âgées du monde entier. Dans la mesure où le nombre de personnes âgées dans le monde devrait passer à 1,4 milliard d'ici à 2030, et que c'est dans les pays en développement que cette augmentation sera la plus forte et la plus rapide, il convient d'accorder une plus grande attention aux obstacles particuliers auxquels les personnes âgées se heurtent dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030. En ce qui concerne l'objectif de développement durable n° 4, qui vise à assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité, les personnes âgées seront mieux préparées si elles ont plus facilement accès à l'éducation à un plus jeune âge et la technologie peut également contribuer à atténuer la marginalisation ainsi que la solitude et la ségrégation fondée sur l'âge. Il convient de reconnaître les contributions sociales et économiques cruciales des personnes âgées, non seulement au travail mais aussi au sein de leur famille et de leur communauté.

10. Il est essentiel de tenir compte du vieillissement et des droits fondamentaux des personnes âgées dans les programmes mondiaux et d'œuvrer de concert à l'adoption d'une approche large et équitable de l'intégration des politiques. Il faut associer le vieillissement à d'autres cadres conçus pour le développement économique et social et les droits de la

personne. La collecte et l'analyse de données fiables et comparables au niveau international sur les personnes âgées sont importantes. Les États Membres et la communauté internationale doivent mettre en œuvre des politiques, des programmes et des cadres juridiques nationaux, régionaux et internationaux qui aident véritablement les personnes âgées à exercer pleinement leurs droits, en particulier le droit à une vie exempte de discrimination et de violence, et à participer activement à la vie de la société et contribuer à son développement.

11. M. Charwarth (Autriche), Représentant permanent adjoint de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies, s'exprimant au nom du Groupe des Amis du Bureau des affaires spatiales, dit que, pour que la communauté internationale puisse atteindre les objectifs du Programme 2030, la science, la technologie et l'innovation devront jouer un rôle plus important, et les technologies spatiales pourraient en être le fer de lance. D'après les recherches menées par le Bureau des affaires spatiales, l'utilisation de systèmes de localisation géographique et de satellites d'observation de la Terre peuvent être utiles à la réalisation d'environ 40 % des cibles des objectifs de développement durable. Ce pourcentage est encore plus élevé si l'on prend en compte les satellites de télécommunications. Le Bureau a donc lancé une initiative visant à mieux faire connaître les possibilités qu'offrent les technologies spatiales pour le développement durable et à faire face à l'augmentation des demandes de services. Parmi les autres initiatives du Bureau, on peut citer un projet de renforcement des capacités et de formation destiné aux femmes et aux filles visant à leur faciliter l'accès à l'apprentissage des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM), en particulier dans le domaine des technologies spatiales, et répondant aux objectifs de développement durable n^{os} 4 et 5. Compte tenu de la forte demande de main-d'œuvre qualifiée dans les domaines des STIM, le développement de ces compétences permet d'améliorer les perspectives d'emploi. Le domaine spatial est donc important pour atteindre l'objectif 8, qui consiste à promouvoir la croissance économique et un travail décent pour tous.

12. En ce qui concerne l'objectif 13, il est essentiel de pouvoir transmettre des observations climatiques mondiales par satellite pour assurer la surveillance de l'ensemble de la planète. Le Bureau a signé une déclaration d'intérêts conjointe en faveur de la création d'un observatoire spatial du climat pour surveiller les changements climatiques. Le Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence servira directement aux États

Membres lors de la mise en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation des dégâts. L'augmentation considérable, ces cinq dernières années, du nombre de membres du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique témoigne de la contribution du Bureau à l'objectif 16, qui consiste à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable. De plus, le Bureau organise régulièrement des ateliers sur le droit spatial, mène des activités de recherche et des initiatives pédagogiques inclusives et a lancé une initiative de coopération avec l'Agence d'exploration aérospatiale du Japon, en vue de la réalisation de l'objectif 17, qui consiste à renforcer le Partenariat mondial, et de l'objectif 10, qui consiste à réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre. Afin de promouvoir l'utilisation durable à long terme du milieu spatial, le Groupe demande que l'on poursuive l'examen des lignes directrices aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales et prie instamment le Secrétaire général de déterminer si les ressources allouées au Bureau sont suffisantes, compte tenu de la nécessité de créer un programme « Espace 2030 » énoncée dans la résolution [73/6](#) de l'Assemblée générale.

13. M. Remengesau (Palaos), Président de la République, déclare que l'objectif 13 ne peut être examiné individuellement car les effets des changements climatiques et le peu de progrès enregistrés par la communauté internationale en ce qui concerne la limitation du réchauffement de la planète à 1,5°C, menacent de compromettre, voire de défaire tous les autres progrès accomplis dans l'application du Programme 2030. Les effets des changements climatiques ont des répercussions directes sur l'économie des Palaos, tributaire du tourisme, ce qui freine également la réalisation de l'objectif 8. Dans le cadre de l'objectif 16, les changements climatiques nuisent également à la résilience des sociétés et à la stabilité de l'ordre international.

14. Les mesures de lutte contre les changements climatiques témoignent de l'importance de la mise en œuvre du Programme 2030 dans l'ensemble de la société, ce qui nécessite que les pouvoirs publics mettent en place des instances dirigeantes efficaces, veillent à la participation active des jeunes et des personnes handicapées et fassent en sorte que personne ne soit laissé de côté. Les Palaos amorcent une transition énergétique qui leur permettra d'atteindre les objectifs de leurs contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris, à savoir porter la part des énergies renouvelables à 45 % en construisant le plus grand miniréseau du monde. Cette transition

représente une occasion d'améliorer l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique et de favoriser la création d'emplois qualifiés et de qualité, en vue de la réalisation de l'objectif 8, et de réduire les inégalités sociales et économiques, conformément à l'objectif 10. Il faudra également investir dans le système éducatif pour développer le capital humain et réduire l'exode des cerveaux, conformément à l'objectif 4.

15. Pour atteindre tous ces objectifs, tel qu'indiqué dans l'objectif 17, il importe d'assurer l'accès aux moyens de mise en œuvre et d'établir des partenariats et des mécanismes de coopération solides tant avec les partenaires de développement habituels qu'avec les nouveaux partenaires Sud-Sud. Le secteur privé est de plus en plus considéré comme un partenaire essentiel du développement durable. Par exemple, le plan de transition énergétique des Palaos a pu être lancé grâce à un partenariat public-privé qui a proposé un modèle financier adapté à sa situation insulaire. Sans cet appui, les Palaos ne seraient pas en mesure d'atteindre l'objectif consistant à donner des moyens d'action aux populations et à assurer l'inclusion et l'égalité. Le Président de la République des Palaos exhorte toutes les parties prenantes à cesser d'exposer le problème et à plutôt y mettre un terme.

16. **M. Avinyan** (Arménie), Vice-Premier Ministre, dit qu'un an après avoir présenté son premier examen national volontaire, son pays a pris des mesures importantes en vue d'établir un cadre démocratique solide. Œuvrer au « développement intelligent » est une priorité stratégique de son programme d'action national et international, qui vise notamment à promouvoir le développement durable en mettant l'accent sur les technologies de l'information et des communications, le développement des start-ups, la promotion de l'innovation et l'investissement dans les compétences et l'entrepreneuriat des jeunes. L'Arménie organisera le vingt-troisième Congrès mondial des technologies de l'information, à l'occasion duquel des chefs d'entreprise, des décideurs, des penseurs et des innovateurs influents se réuniront pour examiner des questions essentielles telles que l'intelligence artificielle, la cybersécurité, l'influence de l'informatique et des communications dans l'enseignement, les femmes et la technologie et d'autres questions d'intérêt mondial. Toutes les parties prenantes concernées ont été encouragées à y participer.

17. En tant que pays en développement sans littoral à revenu intermédiaire situé dans l'une des régions les plus sismiques au monde, l'Arménie n'ignore rien des problèmes environnementaux, des catastrophes naturelles et de leurs effets sur les sociétés humaines. C'est pourquoi le gouvernement arménien rappelle

combien il importe d'intégrer les politiques économiques et environnementales. Grâce à une collaboration fructueuse, il a également mis en œuvre des programmes en faveur de l'efficacité énergétique et des technologies respectueuses du climat, en vue de parvenir à un développement durable résilient face aux changements climatiques et produisant peu d'émissions.

18. **M. Askarov** (Kirghizistan), Vice-Premier Ministre, dit que le gouvernement de son pays est déterminé à mettre en œuvre le Programme 2030 et qu'il a déjà mis en place un mécanisme institutionnel relevant du Cabinet du Premier Ministre chargé de surveiller la réalisation des objectifs de développement durable. Les principes de l'économie verte ont été intégrés à presque tous les documents d'orientation, programmes de développement et plans d'action, qui tiennent compte des priorités nationales dans le cadre du Programme 2030, l'accent étant mis avant tout sur les besoins, les droits et les libertés de la population et les réformes publiques dans le domaine.

19. Les politiques sociales et économiques du Gouvernement, associées à des mesures ciblées visant à améliorer la qualité de vie, ont permis au Kirghizistan de figurer sur la liste des pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) et d'être classé dans la catégorie des pays à développement humain moyen. Des institutions internationales réputées ont publié des indicateurs confirmant les progrès du pays en ce qui concerne l'instauration d'un climat plus favorable aux entreprises et le renforcement des mécanismes démocratiques. Conscient de l'importance de la tenue d'élections justes pour le développement durable, le Kirghizistan est devenu en 2015 le premier État membre de la Communauté d'États indépendants à utiliser la biométrie dans le cadre de son système électoral.

20. Bien que le Kirghizistan ne soit un État souverain que depuis relativement peu de temps, l'histoire et la culture séculaires du peuple kirghize, qui considère l'obligation de protéger l'environnement comme un devoir envers les générations futures au Kirghizistan et dans le monde entier, témoignent de sa conviction selon laquelle le développement doit se faire en harmonie avec la nature. Plutôt que des mesures limitées ou des mesures à court terme, l'État préfère prendre des initiatives globales et durables. Les écosystèmes de tous les pays de la région de l'Asie centrale sont liés par les systèmes fluviaux transfrontières alimentés par la fonte des glaciers des montagnes du Kirghizistan, ainsi que par les courants d'air refroidis par lesdits glaciers et purifiés par les arbres qui poussent sur ces montagnes. Compte tenu de l'influence de l'écosystème du pays dans le monde entier, les partenaires du Kirghizistan

devraient davantage soutenir ses mesures de protection de la nature.

21. **M. Ahmadov** (Azerbaïdjan), Vice-Premier Ministre, dit que son pays figure parmi les 10 pays les plus réformateurs au monde. L'appropriation des objectifs de développement durable à l'échelle nationale et leur intégration dans le programme de développement du pays sont essentielles à la mise en œuvre du Programme 2030. À cette fin, en 2017, une stratégie d'intégration, d'accélération et de soutien aux politiques a été mise en place en collaboration avec divers organismes des Nations Unies afin de fournir un appui politique et technique au Gouvernement lors de l'adaptation des objectifs de développement durable aux priorités nationales. L'Azerbaïdjan a privilégié 17 objectifs, 88 cibles et 119 indicateurs. Le Forum de Bakou sur le développement durable a joué un rôle important dans la promotion de la réalisation des objectifs de développement durable en Azerbaïdjan.

22. L'Azerbaïdjan s'emploie à garantir une éducation de qualité, un travail décent et la croissance économique, réduire les inégalités, lutter contre les changements climatiques, renforcer la paix et promouvoir des institutions de coopération mondiale efficaces et équitables. Au cours du premier semestre de 2019, le salaire minimal et la pension minimale ont été multipliés par deux. L'aide que l'État apporte à près d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays a elle aussi augmenté sensiblement. Le conflit militaire non résolu déclenché par l'agression de l'Arménie contre l'Azerbaïdjan, qui a abouti à l'occupation de près de 20 % du territoire de ce dernier, entrave la réalisation des objectifs de développement durable. Plus d'un million de personnes privées de leur résidence permanente dans le Haut-Karabakh et les régions adjacentes de l'Azerbaïdjan et chassées de leurs foyers en Arménie n'ont toujours pas le droit de rentrer dignement et en toute sécurité dans leur région d'origine.

23. **M^{me} Dostálová** (Tchéquie), Ministre du développement régional, soulignant l'importance de l'objectif 16 pour le Programme 2030 dans son ensemble, dit que l'achèvement du premier cycle de mise en œuvre du Programme offre à la communauté internationale une occasion unique de réformer les mécanismes de suivi à l'échelle internationale. La coopération internationale sera essentielle pour tenir les engagements pris au titre des objectifs de développement durable. Le forum politique de haut niveau pour le développement durable donne de bons résultats et joue un rôle de premier plan dans le cadre des efforts déployés pour atteindre les objectifs de développement durable. Le Gouvernement tchèque est

convaincu qu'il faut tirer parti de ces résultats et souhaite que l'efficacité et la responsabilité des mécanismes d'examen du forum soient encore renforcées, et que les parties prenantes y participent largement.

24. Le Programme 2030 et le Nouveau Programme pour les villes sont étroitement liés dans la mesure où les villes jouent un rôle crucial dans la qualité de vie de l'essentiel de la population mondiale et pourraient contribuer à la réalisation d'au moins la moitié des objectifs. La Tchéquie participe activement aux activités internationales d'urbanisation. Elle a également participé activement au forum régional européen, instance préparatoire qui alimente le forum politique de haut niveau. Elle appuie les travaux des commissions régionales, qui seront examinés dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement et joueront un rôle important dans la mise en œuvre du Programme 2030.

25. **M^{me} Kubayi-Ngubane** (Afrique du Sud), Ministre du tourisme, dit qu'il importe de reconnaître les synergies entre le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et l'Accord de Paris. Les objectifs doivent être considérés comme un système unique, interconnecté et intégré, et il faut également privilégier les moyens de mise en œuvre contenus dans chaque cible, notamment en assurant le suivi des indicateurs.

26. Les changements climatiques constituent la plus grande menace pour le développement et touchent de manière disproportionnée les pays en développement, qui produisent beaucoup moins d'émissions et de pollution que les pays développés. Le réchauffement de la planète met en péril les fondements économiques et le tissu social des États Membres. La coopération pour le développement doit donc s'employer à privilégier les liens entre les cibles associées aux objectifs de développement durable et l'action climatique. Bien que les pays en développement assument au premier chef la responsabilité de leur propre développement, les pays développés doivent encore compléter leur action et tenir leurs engagements en consacrant 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement.

27. **M. Hasbani** (Liban), Vice-Premier Ministre, rappelant que le Liban est le pays qui compte le plus grand nombre de réfugiés par habitant, dit que son gouvernement a mobilisé de nombreuses parties prenantes dans le cadre d'une approche englobant l'ensemble de la société en vue de commencer à élaborer une stratégie pour la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030. Le Liban cherche

à faire participer les jeunes, les autorités locales, les parlementaires et d'autres personnes à l'élaboration de la stratégie, dans la mesure où l'adaptation des objectifs et la prise d'engagements à tous les échelons de la société contribueraient grandement à leur réalisation. Des groupes thématiques ont été créés pour mettre l'accent sur les liens entre les objectifs et créer un environnement propice à la coopération afin de garantir la prise en main de la stratégie pendant sa mise en œuvre.

28. Le pays se servira de la stratégie comme tremplin et plan d'action pour sortir de la crise dont il souffre actuellement, et les gouvernements successifs l'adapteront pour en faire un plan de développement exécutif, pendant que les parlementaires veilleront à ce que le programme législatif voulu soit mis en place. Le Liban appuie fermement cette stratégie et a créé un comité national chargé de la réalisation des objectifs de développement durable présidé par le Premier Ministre, ainsi qu'un comité parlementaire et un réseau mondial associant le secteur privé et l'ensemble de la société. Dans le cadre de la stratégie pour 2030, il développera un programme d'investissement dans les infrastructures, des programmes de développement municipaux et une stratégie de développement économique, qui ont tous déjà été mis en place.

29. **M. Santana** (République dominicaine), Ministre de l'économie, de la planification et du développement, dit que son pays a augmenté sensiblement les dépenses publiques consacrées à l'éducation, encouragé les alliances entre le secteur privé, les organisations de la société civile et les milieux universitaires et fait des progrès dans les domaines de l'énergie propre, de l'économie verte, du tourisme durable et de la cohésion sociale. Le nombre d'élèves inscrits dans les établissements d'enseignement préscolaire a nettement augmenté, mais ce phénomène reste concentré dans les zones urbaines. Près de 94 % des Dominicains reçoivent une éducation de base et la parité des sexes est atteinte dans ce domaine, les femmes étant même surreprésentées dans l'enseignement secondaire et supérieur. Les résultats scolaires pourraient être meilleurs, mais la plupart des écoles ont adopté la journée scolaire prolongée conformément à la politique de l'État. La République dominicaine a mis en place un plan d'alphabétisation de grande ampleur et généralisé la prise en charge intégrale de la petite enfance ; elle met également en œuvre des politiques visant à aider les enfants issus de familles vulnérables.

30. Des travaux sont en cours pour développer le tourisme et le rendre plus durable. Le pays a bénéficié d'importants investissements étrangers directs et sa croissance économique a été l'une des plus fortes

d'Amérique latine. Le tourisme et les envois de fonds à la famille sont d'importantes sources de revenus. Toutefois, d'importants problèmes subsistent, tels que les très faibles recettes fiscales en pourcentage du PIB et les remboursements relativement importants de la dette publique, ainsi que la grande proportion de jeunes déscolarisés et sans emploi ni formation.

31. **M. Brodjonegoro** (Indonésie), Ministre de la planification du développement national, déclare que si son pays a fait des progrès considérables dans la réalisation des objectifs, ces progrès sont irréguliers et des changements en profondeur sont nécessaires pour atteindre les objectifs du Programme 2030. En Indonésie, toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé, la société civile et les milieux universitaires, participent à la réalisation des objectifs, qui font désormais partie des priorités, de la planification et du financement du développement national et infranational. Les objectifs ont des effets multiplicateurs. Ainsi, en Indonésie, la réduction des inégalités a permis d'améliorer l'accès à l'éducation, de rendre la croissance économique plus inclusive et d'offrir davantage de possibilités d'emploi. Compte tenu de l'importance cruciale du financement pour la réalisation des objectifs, il faut intensifier considérablement la mobilisation des ressources. Le Gouvernement indonésien est en train d'améliorer ses recettes fiscales en pourcentage du PIB, et il examine et adopte de nouvelles sources de financement, comme le financement mixte, les partenariats public-privé, les associations caritatives religieuses et le financement participatif.

32. Invitant les États Membres à s'engager à prendre des mesures concrètes lors des prochaines réunions de haut niveau de l'Assemblée générale, l'orateur dit qu'il faut, pour que les objectifs soient atteints, s'empresse de renforcer les partenariats mondiaux et encourager les parties prenantes concernées à y participer de manière plus inclusive. Il est essentiel d'adopter des politiques souples et adaptables pour relever efficacement les défis que représentent les changements climatiques et l'évolution rapide des technologies.

33. **M. Pernia** (Philippines), Secrétaire de la planification socioéconomique, dit qu'il faut redoubler d'efforts et obtenir des ressources supplémentaires pour mettre pleinement en œuvre le Programme 2030. Le cadre de partenariat pour le développement durable conclu avec l'ONU pour la période 2019-2023 a changé la nature de l'action menée par le système des Nations Unies aux Philippines en en faisant un partenariat stratégique défini par les domaines interdépendants que sont l'humanité, la prospérité, la planète et la paix, qui contribuent tous à la réalisation des objectifs de

développement prioritaires du pays à moyen et long terme.

34. Bien que les Philippines aient connu une croissance économique rapide et ininterrompue ces dernières années, il reste encore beaucoup à faire pour donner à chaque Philippin les moyens de mener une vie confortable et paisible en toute sécurité. Il est indispensable d'innover, mais les programmes et politiques qui ont fait leurs preuves doivent également être maintenus. Le Gouvernement philippin a donc officiellement mis en place des programmes dont l'efficacité est avérée pour favoriser l'inclusion sociale, la qualité de vie, le développement du capital humain et la protection sociale, comme le programme de transfert monétaire assorti de conditions, qui a contribué à réduire la pauvreté et les inégalités. Le pays investit des montants considérables dans les infrastructures afin de favoriser la connectivité et de stimuler le développement régional, tandis que les collectivités locales les plus pauvres reçoivent une aide pour, entre autres, construire des routes d'accès, développer les réseaux de distribution d'eau et fournir des services de santé procréative.

35. **M. Szijjártó** (Hongrie), Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur, dit que la poursuite de la croissance économique de la Hongrie, pays sans littoral de taille moyenne à économie ouverte sans ressources naturelles, dépendra essentiellement de la créativité et du zèle de ses citoyens et que ce pays aura donc un besoin toujours plus grand de travailleurs hautement qualifiés. L'économie hongroise croît à mesure que le pays se rapproche de l'objectif du plein emploi et que l'innovation prend de l'importance, ce qui est particulièrement important pour réaliser les objectifs 4, 8 et 10.

36. La politique gouvernementale s'appuie sur trois principes : tous les travailleurs de bonne volonté méritent un emploi ; toute dépense financière de l'État suppose des efforts réciproques de la part des citoyens ; le droit à l'éducation et à la formation est universel. Le fait que la Hongrie ait enregistré la croissance la plus forte de l'Union européenne pendant le premier trimestre de 2019 s'explique par le faible impôt à taux unique auquel sont assujettis les revenus des sociétés et des personnes, la réduction de la charge fiscale pesant sur les entreprises au titre de la main-d'œuvre et la réforme structurelle du système d'enseignement supérieur, qui comprend notamment la participation du secteur privé aux programmes scolaires. La Hongrie a également adopté des politiques budgétaires visant à soutenir les familles nombreuses, telles que l'exonération à vie de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les femmes ayant quatre

enfants ou plus, le versement par l'État d'allocations familiales pendant les trois premières années de la vie d'un enfant et la gratuité de l'enseignement de la maternelle au secondaire, y compris, pendant l'enseignement primaire, des repas et livres scolaires. Au total, 5 500 bourses d'études sont aussi accordées à des étudiants des pays les moins avancés et des communautés chrétiennes persécutées au Moyen-Orient.

37. La question de la couverture sanitaire universelle est clairement liée aux objectifs de développement durable, mais elle est malheureusement en train d'être rattachée au Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui porte atteinte aux compétences nationales, dans lequel il n'est fait aucune différence entre les migrants quel que soit leur statut juridique et qui impose des obligations à des pays souverains en exerçant une pression supplémentaire sur leurs systèmes de santé.

38. **M. Ulstein** (Norvège), Ministre du développement international, dit que le Programme 2030 a pour objectif d'aider les millions de personnes dans le monde qui n'ont pas voix au chapitre et qui ont été laissées de côté. En dépit des progrès positifs accomplis, de sérieux problèmes persistent si l'on tient compte, notamment, des 800 millions de personnes handicapées vivant dans les pays en développement, de la montée de l'insécurité alimentaire et des 27 millions de personnes qui, chaque année, sont contraintes de fuir leur foyer à cause des changements climatiques ou de catastrophes naturelles. Ces personnes continueront de souffrir si l'on ne redouble pas d'efforts pour atteindre les objectifs de développement durable et la promesse de ne laisser personne de côté ne pourra être tenue sans un suivi responsable de la part de tous les États Membres.

39. Les Championnes et champions des objectifs de développement durable ont clairement fait savoir qu'il faudrait obtenir des ressources supplémentaires pour atteindre les objectifs de développement durable, et que les acteurs concernés devraient s'impliquer activement, montrer l'exemple et mettre en place des partenariats public-privé. Il faut investir afin de parvenir à l'accès universel, sur un pied d'égalité, à des soins de santé et à un enseignement gratuits et de qualité, et de proposer un travail décent pour tous, ce qui est essentiel pour lutter contre la pauvreté, si les acteurs concernés s'engagent en faveur de la bonne gouvernance. Profondément attachée à un ordre international fondé sur des règles, la délégation norvégienne se félicite des mesures prises pour que le système des Nations Unies soit à la hauteur de ses ambitions. Il incombe à la communauté internationale de garantir la jouissance universelle de l'égalité des droits et des chances. Alors qu'il ne reste

que 10 ans pour atteindre les objectifs de développement durable, la Norvège appuie fermement les appels à l'action pour donner de l'espoir dans le monde entier et libérer des millions de personnes des formes contemporaines d'esclavage et les mettre à l'abri de la faim, en s'attaquant aux causes profondes de la pauvreté grâce à l'instauration de partenariats encore plus solides.

40. **M^{me} Manastirliu** (Albanie), Ministre de la santé et de la protection sociale, rappelant l'attachement de son pays à la mise en œuvre cohérente et intégrée du Programme 2030, dit que la réalisation des objectifs en Albanie s'accompagnera de réformes ambitieuses visant à progresser sur la voie de l'intégration européenne. En menant des réformes du type envisagé dans le cadre de l'objectif 16, le pays a créé des conditions propices à un système juridique national plus efficace, plus responsable et plus transparent et à un plus grand respect des lois et des règlements, marquant une étape importante dans la lutte contre la corruption, la promotion de l'état de droit à l'échelle nationale et la garantie à tous d'un accès égal à la justice.

41. Les entreprises prospèrent dans des conditions de paix et de stabilité entretenues par l'efficacité des institutions. Si les entreprises n'adoptent pas de pratiques commerciales responsables, les frais et les risques augmenteront, ce qui risque d'aggraver les tensions sociales et l'instabilité, voire de porter atteinte à l'état de droit. Les réformes économiques permettront d'accélérer la croissance équitable tandis que les réformes structurelles augmenteront la productivité, créeront des emplois et amélioreront la gouvernance et la prestation de services publics. Pour faire face aux difficultés auxquelles elle se heurtait, l'Albanie a mis en place un vaste programme de réforme axé sur la viabilité macroéconomique et budgétaire, les questions énergétiques, la réforme territoriale et la stabilité du secteur financier. Le pays est particulièrement attentif à l'importance centrale de l'éducation pour les générations futures.

42. L'Albanie continuera de s'employer à atteindre ces objectifs conformément à sa perspective nationale pour 2030. Les principales étapes en ce sens consistent à fixer des objectifs pour 2030, notamment en définissant des objectifs intermédiaires pour le prochain cadre de planification stratégique, à établir un plan d'action en vue de la réalisation des objectifs de développement durable et à intégrer ces derniers aux plans infranationaux.

43. **M. Elkin** (Israël), Ministre de la protection de l'environnement, soulignant le fort taux de natalité et l'importante population d'immigrés dans son pays, dit

que, malgré sa petite taille, Israël est devenu un pôle de solutions innovantes et créatives et un centre d'excellence pour les soins de santé, l'agriculture, l'inclusion économique, l'éducation et surtout l'eau. L'utilisation efficace des ressources en eau y est bien plus importante que la moyenne mondiale et la consommation par habitant a été réduite considérablement grâce à un dessalement performant, à la diminution des pertes en eau, à l'épuration des eaux usées et à l'adoption massive de l'irrigation au goutte à goutte.

44. Le Gouvernement israélien a approuvé l'intégration des objectifs de développement durable, expression contemporaine de l'injonction biblique de protéger la planète, dans ses objectifs stratégiques nationaux. La méthodologie, les paramètres et les rapports associés aux objectifs de développement durable permettent de tenir les États Membres comptables de leur réalisation. C'est grâce à l'innovation et à la coopération que nous atteindrons ces objectifs.

45. **M. Costa** (Italie), Ministre de l'environnement et de la protection du territoire et de la mer, dit que le succès du Programme 2030 dépend de la capacité des États Membres à resserrer leur coopération pour atteindre des objectifs communs de manière intégrée, équilibrée et cohérente en s'appuyant sur les instruments nationaux existants et futurs. En Italie, de grands acteurs de la société civile sont fortement impliqués dans ce processus, leur participation ayant été facilitée par le forum sur le développement durable récemment lancé à Naples. Cette participation active est fondamentale pour comprendre les défis à venir et renforcer la prise de conscience, le sens des responsabilités et l'adhésion.

46. Les changements climatiques présentent le plus grand risque systémique pour l'économie mondiale à court terme. À l'inverse, les écosystèmes résilients, l'accès à l'eau et aux services de santé, ainsi que la sécurité alimentaire et énergétique sont des conditions indispensables du développement socio-économique. À l'issue d'un processus participatif, le Gouvernement italien a élaboré un plan national intégré pour l'énergie et le climat à l'horizon 2030, au diapason des objectifs nationaux afférents aux politiques climatiques, énergétiques et économiques. Au niveau de l'Union européenne, une stratégie de développement à long terme est en cours d'élaboration et devrait être adoptée d'ici 2020 pour la période courant jusqu'à 2050. La transition énergétique est incontournable pour réaliser une réduction substantielle des émissions. Les politiques environnementales doivent faire progressivement baisser les émissions du secteur de

l'énergie et apporter une aide aux millions de personnes qui n'ont toujours pas accès à l'électricité et à des énergies propres.

47. Dans un partenariat novateur, l'Italie et le Royaume-Uni se sont portés candidats à la présidence de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'Italie accueillerait alors un forum permettant à la jeunesse d'échanger des idées et de débattre. Ayant à l'esprit le Sommet Action Climat 2019, l'Italie souhaite également travailler à dégager des solutions fondées sur la résilience, l'adaptation et la nature.

48. **M^{me} Ubach Font** (Andorre), Ministre des affaires étrangères, faisant observer que l'égalité et l'inclusion constituent des priorités majeures de la politique nationale de l'Andorre, dit que le multilatéralisme est le moyen privilégié pour sensibiliser les citoyens du monde à la nécessité de travailler tous ensemble au développement durable. En réponse à l'objectif 4, qui est aussi un moyen d'atteindre tous les autres objectifs, le Gouvernement andorran a tenu à faire de l'éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté démocratique un élément essentiel de sa politique éducative. En accord avec le Cadre d'action Éducation 2030, le système éducatif andorran promeut les principes d'égalité, notamment d'égalité des genres, d'équité et de respect, selon un modèle éducatif inclusif adapté à toute la diversité des besoins des enfants. Assurer à tous une éducation de qualité est le meilleur moyen d'éviter la discrimination systémique des femmes. La loi récemment adoptée sur l'égalité de traitement et la non-discrimination repose sur la conviction que le principe de non-discrimination est à la base de la démocratie et de la justice sociale. Le Gouvernement andorran s'engage à continuer de travailler avec la communauté internationale pour garantir une vie meilleure à tous les enfants. Il a adopté une loi sur les droits des enfants et des adolescents axée sur leur protection et leur participation active à la société.

49. **M^{me} Elsaid** (Égypte), Ministre de la planification, du suivi et de la réforme administrative, dit que les mesures prises par son pays en faveur du développement durable sont guidées par la stratégie « Vision 2030 », lancée en février 2016. Ce cadre complet est le fruit d'une démarche concertée entre le Gouvernement, le secteur privé, la société civile et tous les partenaires concernés. Une attention particulière y est accordée aux besoins des femmes et des jeunes et il y est tenu compte du fait que la protection sociale est nécessaire pour atténuer l'impact de la réforme de l'économie sur les groupes à faible revenu.

50. L'Égypte a engagé plusieurs réformes législatives et institutionnelles pour simplifier les démarches de création d'entreprise et encourager les investissements privés. Les investissements publics dans les infrastructures ont augmenté, notamment dans le secteur des énergies renouvelables. Le projet de développement du Canal de Suez contribuera à stimuler le commerce maritime mondial. Le Gouvernement égyptien a également initié des programmes visant à améliorer la gouvernance administrative et propager le numérique dans la société égyptienne.

51. Avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement, l'Égypte s'efforce de faire profiter toutes ses régions des bienfaits du développement. Le Gouvernement s'emploie à renforcer les moyens humains et techniques mis au service des objectifs de développement durable et à mettre au point des outils plus performants pour mesurer les progrès réalisés, en échangeant des connaissances et des pratiques optimales avec d'autres pays. À cet égard, le pays accueillera en octobre 2019 la sixième Conférence internationale sur les capacités nationales d'évaluation.

52. Ayant donné la plus grande priorité au renforcement du capital humain et des compétences aux fins du développement, le Gouvernement égyptien s'attache à améliorer l'éducation et la couverture sanitaire globale. Ainsi, dans le cadre de sa campagne visant à éliminer l'hépatite C et d'autres maladies endémiques, l'Égypte vient d'achever la plus grande enquête de santé de l'histoire.

53. **M. Zarif** (République islamique d'Iran), Ministre des affaires étrangères, dit que, comme le Secrétaire général l'a fait observer dans son rapport (E/2019/68), les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre demeurent gravement préoccupantes. Pour être durable, le développement doit être juste et inclusif. Les échecs actuels peuvent s'expliquer par le fait que les pays développés manquent d'esprit d'équité dans leur contribution, notamment pour ce qui est du transfert de technologie, du renforcement des capacités et de l'aide financière.

54. Malgré les immenses difficultés découlant de sanctions unilatérales illicites, le Gouvernement iranien a réalisé, en restant fidèle à ses propres principes et priorités, des progrès de taille en matière d'autonomisation et d'égalité, comme en atteste le nombre croissant de femmes qui enseignent ou étudient à l'université, pratiquent la médecine ou exercent un pouvoir de décision au niveau national. Il a réduit ses émissions de gaz à effet de serre au-delà de l'objectif de 4 % du niveau de référence dans l'hypothèse de politiques inchangées, atteint un taux d'alphabétisation

de 97 % et accru ses dépenses d'éducation. Il a également mis en place de programmes de formation pour les groupes défavorisés, les habitants des campagnes, les populations nomades et les prisonniers, et assuré l'accès à l'éducation aux immigrés et aux réfugiés.

55. Ces efforts sont entravés par de sérieuses difficultés, dont les catastrophes naturelles, la dégradation des terres, la désertification et le manque d'eau, mais aussi les menaces et l'insécurité au niveau régional causées par le terrorisme, l'extrémisme et la violence parrainés par des puissances étrangères. Les sanctions économiques extraterritoriales illicites imposées par les États-Unis d'Amérique, en violation de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité, sont la plus grande des menaces compromettant la réalisation des objectifs de développement durable par l'Iran et ses voisins. Elles constituent une forme brutale de terrorisme économique.

56. Il est urgent d'insuffler une vigueur nouvelle au multilatéralisme et à la solidarité mondiale et, à cette fin, les pays développés doivent renouveler leur volonté de contribuer à la création d'un environnement propice à une croissance économique soutenue et à un développement durable.

57. **M. Malmierca Díaz** (Cuba), Ministre du commerce extérieur et de l'investissement étranger, dit que le Gouvernement cubain a créé un groupe national chargé de la mise en œuvre et du suivi du Programme 2030. Cuba est également un des premiers pays en développement à avoir associé ses organismes de contrôle au processus de suivi et d'évaluation de la réalisation des objectifs de développement durable. L'audit portant sur l'objectif 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) a conclu à des résultats satisfaisants. La mise en œuvre du Programme 2030 s'articule autour de la modernisation du modèle économique et social cubain, comme en atteste l'alignement du plan national de développement économique et social avec les objectifs de développement durable. Le Gouvernement cubain a récemment adopté une nouvelle Constitution, dont certaines dispositions confèrent une base juridique à la réalisation des objectifs.

58. Le plus grand obstacle à la réalisation du Programme 2030 à Cuba est le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique, qui cause un tort énorme au peuple cubain. Malgré son rejet massif par la communauté internationale et de larges secteurs de la société aux États-Unis, le blocus est toujours en vigueur et a été renforcé, comme en témoignent l'intensification des

persécutions financières, la récente activation du chapitre III de la loi Helms-Burton et les nouvelles sanctions imposées à des entités cubaines.

59. Malgré cette situation, le Gouvernement cubain continue de s'employer avec détermination à la réalisation des objectifs de développement durable. Cuba, entre autres succès, est le seul pays d'Amérique latine et des Caraïbes à avoir vaincu la malnutrition infantile sévère, faisant un pas de plus vers la réalisation des cibles de l'objectif 2 visant à éliminer la faim. Le Gouvernement cubain considère que s'engager en faveur du Programme 2030, c'est s'engager en faveur du développement durable de tous les pays. C'est pourquoi il coopère activement avec d'autres États dans un esprit de solidarité afin d'aider les plus vulnérables. La réussite du Programme 2030 passe par le multilatéralisme et la recherche de solutions communes.

60. **M. Kumar** (Inde), Vice-président de NITI Aayog, dit que son pays a fait du Programme 2030 une pierre angulaire de ses politiques de développement. Le groupe de réflexion gouvernemental NITI Aayog est chargé de surveiller les progrès dans ce domaine. Le Gouvernement indien a mis en place des programmes visant à autonomiser les franges les plus vulnérables de la société et renforcer l'inclusion dans de nombreux aspects. Ainsi, il a sorti 270 millions de personnes de la pauvreté multidimensionnelle entre 2006 et 2016 ; renforcé l'inclusion financière en permettant à 310 millions de personnes, dont une majorité de femmes, d'avoir un compte bancaire ; construit un grand nombre de toilettes pour mettre un terme à la défécation en plein air, faisant passer en quatre ans le taux de villages équipés d'infrastructures d'assainissement de 38 % à 98 % ; donné accès à l'électricité et aux énergies renouvelables à tous les villages ; fourni à de nombreuses femmes des cuisinières afin d'éliminer les maladies liées aux fumées ; lancé un ambitieux programme d'assurance maladie. L'Inde est déterminée à fournir des logements à toute la population d'ici à 2022 et créer de très grandes infrastructures de stockage d'énergies renouvelables. Elle a également créé un ministère chargé de la protection et de la gestion des eaux et lancé une mission nationale interministérielle sur la nutrition.

61. Le Gouvernement indien a publié un classement par État des avancées en matière de développement durable afin que les États puissent jouer un rôle moteur et intégrer les objectifs de développement durable dans leurs plans de développement. Son engagement en faveur des objectifs aidera l'Inde mais aussi la communauté internationale à mettre en œuvre le Programme 2030.

62. **M. Sika** (Tonga), Vice-Premier Ministre, Ministre des affaires étrangères par intérim et Ministre des infrastructures et du tourisme, dit que le Gouvernement tongan a intégré les objectifs de développement durable et les Orientations de Samoa dans son cadre stratégique de développement mais qu'il reste du chemin à parcourir avant de réaliser les objectifs.

63. S'agissant de l'objectif 4, les Tonga ont rendu l'enseignement obligatoire pour les enfants âgés de 4 à 18 ans et instauré la gratuité de l'enseignement primaire. Quant à l'objectif 8, le pays est devenu membre de l'Organisation internationale du Travail et s'emploie à ratifier ses conventions, tandis qu'aux fins de l'objectif 10, il s'efforce de surmonter les limites des possibilités économiques offertes par son pays en mettant en place des programmes de travail saisonnier en partenariat avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En ce qui concerne l'objectif 13, il a lancé un plan d'action national afin de gérer les risques de catastrophe et l'impact des changements climatiques, ainsi qu'un fonds d'affectation spéciale destiné à répondre aux besoins des secteurs et communautés vulnérables en matière de résilience aux changements climatiques. Pour réaliser l'objectif 16, il a, pour la première fois, nommé une femme juge à la Cour suprême et une femme à la magistrature.

64. Les Tonga sont résolues à associer l'ensemble du Gouvernement à la mise en œuvre du Programme 2030 et sollicitent l'appui de l'ensemble du système des Nations Unies pour renforcer les partenariats bilatéraux et multilatéraux.

65. **M. Abela** (Malte), Ministre des affaires étrangères et de la promotion du commerce, dit que le thème choisi pour l'année 2019, à savoir « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité », est au cœur du programme de développement de son pays. Malte est classée vingt-huitième sur 162 au classement 2019 des objectifs de développement durable et son économie demeure l'une des plus fortes d'Europe. La création d'emplois compte parmi les plus élevées de l'Union européenne et le chômage des jeunes et les inégalités de revenus restent inférieurs à la moyenne de l'Union européenne. Les ressources humaines étant vitales pour le pays, Malte continue d'assurer l'accès gratuit aux soins de santé, à l'éducation et aux services sociaux. Grâce à son système éducatif solide, le nombre de décrocheurs baisse tandis que le nombre de diplômés augmente. Le pays a mis plusieurs politiques en place pour transformer son système d'enseignement unique en un système inclusif et équitable pour tous les apprenants.

66. Les changements climatiques restent l'un des problèmes les plus pressants auxquels se heurte la communauté internationale. Compte tenu des observations et recommandations scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le Gouvernement maltais a pris diverses mesures pour diminuer les émissions et remédier aux vulnérabilités, notamment en diversifiant le bouquet énergétique et les ressources en eau afin de mieux faire correspondre l'offre et la demande.

67. Pour atteindre les objectifs de développement durable, il faut bâtir des communautés plus sûres, fondées sur le partage des droits et des responsabilités et un système judiciaire solide sous-tendu par l'état de droit. À cet égard, le Gouvernement maltais s'est efforcé d'améliorer le secteur de la justice en introduisant de meilleurs services et en procédant à des réformes, ce qui a permis d'accroître l'efficacité tout en protégeant les droits des citoyens. Une nouvelle stratégie de développement durable à long terme, qui courra jusqu'en 2050, est en cours d'élaboration. L'accent y est mis sur plusieurs problèmes et carences et sur des objectifs réalistes, harmonisés avec les objectifs de développement durable, définis pour y remédier. De même, le Gouvernement maltais est déterminé à assurer à tous les citoyens une meilleure qualité de vie et un avenir plus prometteur, indépendamment du secteur économique ou de la classe sociale.

68. **M. Doubragne** (Tchad), Ministre de l'économie et de la planification du développement, dit qu'en appliquant le Programme 2030, sur lequel est aligné son plan national de développement, le Gouvernement tchadien marque sa détermination à œuvrer à l'avènement d'un monde juste qui reconnaît l'importance de chaque personne, de la planète, de la prospérité et de la paix.

69. L'analyse de la situation du pays a permis de cerner cinq défis majeurs qui ont été pris en compte dans la formulation du plan national de développement. Le thème de cette année et les objectifs examinés résument bien le défi auquel le Tchad fait face actuellement.

70. Dans le souci de respecter le principe consistant à ne laisser personne de côté, le Gouvernement tchadien a impliqué toutes les parties prenantes dans la réalisation des objectifs de développement durable, à savoir l'Assemblée nationale, les ministères sectoriels, les organisations de la société civile, le secteur privé, le milieu universitaire et les instituts de recherche ainsi que les partenaires du développement. Cependant, l'effondrement du prix du pétrole à partir de 2014, couplé à l'insécurité causée par Boko Haram et d'autres

groupes terroristes depuis 2015, ont retardé le début des activités visant à la réalisation des objectifs de développement durable, qui n'ont commencé qu'en 2017. Le processus s'est accéléré en 2018 grâce à la création d'une plateforme de coordination qui a permis d'achever l'exercice participatif et consensuel de mise en contexte des cibles, de définition des priorités et d'élaboration d'une feuille de route.

71. Le rythme de progression actuel permet d'être optimiste quant aux questions d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes et des filles. En effet, la proportion de femmes à l'Assemblée nationale a fortement augmenté, cette tendance devant se confirmer grâce au nouveau dispositif légal qui prévoit la parité pour les postes attribués par nomination ou élection.

72. **M^{me} Strandhäll** (Suède), Ministre de la sécurité sociale, dit que le Programme 2030 a pour objectif d'augmenter les chances des générations futures de vivre à l'abri de toute forme de violence dans un monde sûr, durable et prospère.

73. La Suède est en bonne voie dans la mise en œuvre du Programme 2030 mais il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs de développement durable. Par exemple, le pays doit redoubler d'efforts pour remédier aux inégalités existantes, ce qui suppose une réduction spectaculaire des inégalités de revenus et l'égalité des chances pour tous, y compris les personnes handicapées, les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transgenres et les intersexes, les minorités et les nouveaux arrivants.

74. La Suède doit également redoubler d'efforts pour parvenir à l'équité en matière de soins de santé, assurer des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie dans tout le pays sur un pied d'égalité et renforcer une croissance économique inclusive et durable qui profite à tous les secteurs de la société. Il y a une prise de conscience croissante de l'urgence d'agir. À cet égard, les jeunes envoient un message clair à travers des initiatives telles que les grèves scolaires pour le climat.

75. Pour lutter contre les changements climatiques, c'est la société toute entière qu'il faut transformer. La Suède aspire à devenir le premier État social du monde à abandonner les énergies fossiles. Nous sommes tous concernés par les risques liés aux changements climatiques mais ce sont les plus pauvres, en particulier les femmes, qui en subissent de plein fouet les effets dévastateurs. Le Sommet sur l'action pour le climat, qui doit se tenir sous peu, sera une étape majeure vers l'objectif des 1,5 °C.

76. La Suède dispose depuis longtemps d'un système de protection sociale solide, qui a joué un rôle essentiel

dans l'édification d'une société ouverte et inclusive. La protection sociale universelle est un droit de la personne et un outil indispensable dans la lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale. En outre, les progrès accomplis sur la voie de l'égalité des genres ne doivent pas être considérés comme acquis car, dans de nombreuses régions du monde, les droits des femmes et des filles, notamment leurs droits en matière de santé sexuelle et procréative, sont menacés. Parvenir à l'égalité des genres demandera du courage et de la persévérance.

77. **M. Chiteme** (Zambie), Ministre de la planification nationale du développement, dit que bien que les États d'Afrique s'efforcent collectivement et individuellement de mettre en œuvre le Programme 2030, les progrès ne sont pas assez rapides. Ils doivent redoubler d'efforts pour rester sur la bonne voie.

78. La Zambie a intégré la plupart des cibles des objectifs de développement durable dans son plan national de développement. Le suivi de la réalisation des objectifs et de l'établissement de rapports à ce sujet est assuré par les mêmes organes. Le Gouvernement zambien publiera bientôt un rapport sur les objectifs de développement durable comprenant une évaluation complète des indicateurs sur la base de données locales et internationales. Les indicateurs ont également été analysés au niveau infranational, afin de pouvoir cibler les interventions et ainsi améliorer l'inclusion.

79. Le plan national de développement comporte cinq grands axes stratégiques de développement : la diversification de l'économie et la création d'emplois ; la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité, notamment par la mise en place d'un programme de transferts sociaux en espèces et de programmes d'adaptation aux changements climatiques, de réduction des risques de catastrophe et d'atténuation de leurs effets ; la réduction des inégalités liées au revenu, au lieu de résidence et au genre, notamment grâce à une stratégie de développement rural ; l'amélioration du développement humain par un meilleur accès à l'éducation, aux services de santé, à l'eau et à l'assainissement ; le renforcement de la bonne gouvernance.

80. **M. Magalhães** (Timor-Leste), Ministre des réformes juridiques et des affaires parlementaires, dit que le thème de cette année correspond en tout point à l'action menée par le Gouvernement timorais pour édifier l'État et qu'il s'agit d'une dimension essentielle pour maintenir la paix et faciliter une croissance économique durable.

81. Le jeune pays qu'est le Timor-Leste a fait des progrès remarquables. Il est sorti d'une période de

troubles civils et de conflit et est devenu une nation démocratique axée sur l'édification de l'État et le développement durable. Les avancées importantes concernant l'objectif 16 ont ouvert la voie à des progrès en matière de santé, d'éducation, d'égalité des genres et d'infrastructure et ont stimulé la formation de la nation. De par sa petite taille, le Timor-Leste est soucieux d'adopter une approche du développement axée sur l'être humain. Il est essentiel de renforcer le capital humain et d'investir dans l'humain pour que la société soit inclusive et prospère.

82. Le Gouvernement timorais est déterminé à utiliser les ressources naturelles du pays, faciliter le commerce et la coopération avec d'autres pays et diversifier l'économie nationale, dans le cadre de son plan de développement, afin d'ouvrir la voie à une société prospère et saine et au recul de la pauvreté. Ceci permettra au Timor-Leste de devenir une économie dynamique, dotée d'un pouvoir d'achat équilibré, et compétitive aux niveaux régional et mondial. Pour protéger ses terres, son secteur agricole et sa sécurité alimentaire, le petit État insulaire en développement qu'est le Timor-Leste a un besoin vital de l'action de la communauté internationale pour promouvoir l'adaptation aux changements climatiques et les investissements qui ne sont pas influencés par les changements climatiques. En 2021, le Timor-Leste fera l'objet d'un examen en vue de son retrait de la catégorie des pays les moins avancés. Le Gouvernement timorais est conscient des difficultés à surmonter pour sortir définitivement de cette catégorie. Il a déjà commencé à préparer la transition et s'appuie sur les ressources nationales et internationales. Toutefois, à ce moment critique de son développement, le Timor-Leste doit continuer d'investir dans des partenariats stratégiques afin de faciliter son évolution vers le statut de pays à revenu intermédiaire ou revenu intermédiaire supérieur.

83. **M. Mannan** (Bangladesh), Ministre de la planification, dit que pour que le Programme 2030 ait les effets escomptés, en particulier dans les pays accusant un retard de développement, il est nécessaire d'intensifier les efforts de mise en œuvre.

84. Malgré les problèmes économiques mondiaux, le Bangladesh a enregistré une croissance économique importante au cours des années précédentes, ce qui renforce la possibilité qu'il devienne un pays à revenu intermédiaire supérieur d'ici 2030. La prospérité économique va de pair avec le développement humain, c'est pourquoi le Gouvernement bangladais investit dans une éducation de qualité afin de favoriser une économie fondée sur la connaissance. Le Bangladesh est parvenu à la parité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire.

85. Étant l'un des pays les plus vulnérables aux changements climatiques et recevant un appui financier relativement faible de la part de la communauté internationale, le Bangladesh a consacré une part importante de ses maigres ressources à l'élaboration de mesures d'adaptation et de résilience aux changements climatiques et a créé un fonds national d'affectation spéciale afin de réduire les effets néfastes des changements climatiques.

86. Le Gouvernement bangladais estime qu'il faudrait 928 milliards de dollars pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. Le Bangladesh n'étant pas en mesure de réunir cette somme, la coopération internationale sous forme d'investissements financiers, d'appui technique et de renforcement des capacités sera fondamentale à la poursuite du développement économique et social du pays. Il est essentiel de renforcer le partenariat mondial pour mettre en œuvre le Programme 2030.

87. **M. Arreaza** (République bolivarienne du Venezuela), Ministre des affaires étrangères du pouvoir populaire, dit que l'inclusion et l'égalité sont les moteurs de la croissance économique et, par conséquent, du développement durable. Elles constituent le fondement d'une approche du développement axée sur l'être humain, laquelle est nécessaire pour mettre en œuvre le Programme 2030 et, en particulier, éliminer la pauvreté.

88. Le Gouvernement vénézuélien continue de s'employer à mettre en œuvre le Programme 2030, en faisant participer les communautés, les mouvements sociaux et d'autres acteurs concernés et en leur donnant des moyens, tout en adoptant une approche multidimensionnelle de la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Par ailleurs, le plan national de développement a été élaboré sur la base des objectifs de développement durable.

89. Les réalités mondiales actuelles posent des défis majeurs au système des Nations Unies, en particulier parce que certains pays cherchent à saper les principes de base du multilatéralisme et encourager des injustices mondiales telles que le colonialisme et la guerre, les atteintes à la souveraineté sur les ressources naturelles et l'imposition de mesures coercitives unilatérales injustes et illégales, telles que celles qui frappent le Venezuela. Ces mesures sont contraires aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États.

90. Bien que la prise de mesures coercitives unilatérales ait été condamnée par tous les chefs d'État

et de gouvernement lors de l'adoption du Programme 2030, les mesures à l'encontre du Venezuela ont été intensifiées afin de nuire à sa stabilité économique et politique. Toutes les mesures coercitives unilatérales doivent cesser immédiatement, non seulement celles auxquelles le Venezuela est soumis, mais aussi celles imposées par les États-Unis à l'Iran, à Cuba et à d'autres pays.

91. La mise en œuvre du Programme 2030 exige de la communauté internationale qu'elle travaille de manière inclusive et déterminée à éliminer la pauvreté et parvenir au développement durable en tenant compte des dimensions sociale, économique et environnementale et en rétablissant un esprit de solidarité. S'il est pleinement mis en œuvre, le Programme 2030 entraînera une révolution sociale et rendra le monde meilleur et plus pacifique.

92. **M. Kai** (Sierra Leone), Ministre de la planification et du développement économique, dit que depuis son premier examen national volontaire, la Sierra Leone a lancé un nouveau plan national de développement à moyen terme conforme aux objectifs de développement durable et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Le Gouvernement sierra-léonais a défini l'objectif 4, relatif à l'éducation, et l'objectif 16, relatif à la justice, comme des accélérateurs de son programme national de développement. En ce qui concerne l'objectif 4, il a alloué 21 % de son budget national à l'éducation, l'accent étant mis sur le financement d'un programme d'enseignement gratuit afin que tous les élèves puissent avoir accès aux supports et services pédagogiques. Le taux de scolarisation a augmenté dans le primaire et le secondaire, y compris chez les enfants handicapés.

93. En ce qui concerne la justice, la Sierra Leone a participé à de nombreux mécanismes en faveur de l'objectif 16. Elle a notamment accueilli l'édition annuelle du Forum 16+ et une consultation technique pour les pays d'Afrique anglophones, coprésidé l'Équipe spéciale internationale pour la justice et le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État et présidé le Groupe g7+ des États fragiles et touchés par un conflit. Le Gouvernement sierra-léonais est déterminé à encourager les communautés pacifiques, justes et inclusives aux niveaux national et mondial. Il veille à élaborer des stratégies pour que tous les citoyens aient accès à la justice et s'assure que les indicateurs nationaux correspondent aux indicateurs mondiaux.

94. Le Gouvernement sierra-léonais est en train de mettre en place une commission de paix et de cohésion nationale. Ses progrès dans la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites ont été marqué par le

recouvrement de millions de dollars de fonds publics obtenus illégalement, dont la trace avait été perdue. En outre, il est en train de transformer le système judiciaire en mettant en place une nouvelle infrastructure numérique qui va accélérer le traitement des dossiers et les procès. Il a créé un conseil national d'aide juridictionnelle afin d'améliorer l'accès à la justice, en particulier dans les zones rurales.

95. L'examen national volontaire de la Sierra Leone traite également des progrès réalisés concernant d'autres objectifs importants, notamment le travail décent, la réduction des inégalités, l'action climatique et les partenariats.

96. **M. Mey** (Cameroun), Ministre de l'économie, de la planification et du développement régional, dit que dans un monde interdépendant, les problèmes mondiaux doivent se résoudre de manière concertée. Le Programme 2030 est l'occasion de transformer la planète car il propose une nouvelle vision de notre avenir commun qui peut fédérer les États Membres.

97. Le plan national de développement du Cameroun est conforme au Programme 2030. Le Cameroun a entrepris des activités pour mettre les objectifs en contexte et leur assigner des rangs de priorité et il a aligné sa stratégie nationale de développement de la statistique sur les objectifs. Il a accompli des progrès notables, notamment en matière d'éducation. Toutefois, il doit encore faire face à de nombreux défis, notamment : la mobilisation de ressources et de partenariats ; l'accès à la science, la technologie et l'innovation ; le renforcement des moyens de son système national d'information statistique. Les réflexions visant à renforcer les systèmes statistiques nationaux dans toute l'Afrique méritent d'être fortement soutenues.

98. La mise en œuvre du Programme 2030 demande des mesures d'urgence. Les défis sont immenses. Le Cameroun est ouvert au dialogue et à la consultation pour trouver des solutions durables aux problèmes de développement.

99. **M. Seka** (Côte d'Ivoire), Ministre de l'environnement et du développement durable, dit que le Gouvernement ivoirien a pris en compte les objectifs de développement durable dans le plan national de développement. À cet effet, des groupes multi-acteurs ont été mis en place et une feuille de route a été élaborée et exécutée de manière inclusive. Des activités de sensibilisation et de mobilisation des parties prenantes ont été entreprises afin que chaque citoyen et chaque citoyenne devienne un acteur responsable qui contribue à l'équilibre entre la qualité de l'environnement, l'efficacité économique et le progrès social. Une des

principales priorités du processus de développement est le programme social du Gouvernement.

100. La forte croissance annuelle de la Côte d'Ivoire la classe parmi les économies les plus dynamiques du continent africain. Les défis auxquels le pays est cependant confronté concernent la redistribution des fruits de la croissance, le renforcement de la cohésion sociale, la disponibilité de données désagrégées, la mobilisation de financements, l'adaptation de la planification aux exigences des objectifs de développement durable, ainsi que l'intégration et la participation de toutes les composantes de la société. Pour relever ces défis, le Gouvernement ivoirien poursuivra son action afin de : tirer profit du dividende démographique ; accélérer la transformation structurelle de l'économie du pays ; renforcer le système national de planification et de statistique ; intensifier les actions de sensibilisation, de consultation et de renforcement de capacités de toutes les parties prenantes ; mettre en œuvre avec l'appui des partenaires techniques et financiers le plan d'action opérationnel assorti d'un mécanisme de financement du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

101. **M^{me} Másmela** (Colombie), Ministre de la planification nationale, dit que le Programme 2030 matérialise le souhait de la majorité des pays de construire une société pacifique, prospère et consciente de la responsabilité partagée de protéger la planète. Pour la Colombie, les objectifs de développement durable sont l'occasion de procéder à des transformations importantes qui amélioreront la qualité de vie de tout le monde, ce qui se traduira par une réduction des inégalités et une multiplication des chances.

102. Le Gouvernement colombien a progressé dans la mise en œuvre du Programme 2030 et dans la définition du cadre institutionnel nécessaire pour en faire une politique d'État et un engagement de développement à long terme. Il a établi un plan national de développement de deuxième génération consistant en une feuille de route pour les quatre années suivantes, aligné sur le Programme 2030 et les objectifs de développement durable, de telle sorte que presque tous les indicateurs de suivi du plan ont un lien direct avec au moins un des objectifs de développement durable.

103. La mise en œuvre du plan de développement signifie que la production et la consommation durables seront désormais la seule forme de croissance économique acceptable et que la réduction des inégalités entre les populations et les régions sera la priorité du Gouvernement colombien et de tous les acteurs. C'est dans cet esprit que le Gouvernement colombien veut appliquer le Programme 2030 à toute la

diversité des régions du pays. Il vise à mobiliser la Colombie autour d'un objectif commun : une société prospère et pacifique qui favorise l'équité grâce au respect des procédures régulières et à l'esprit d'entreprise. Ce plan permettra de sortir des millions de personnes de la pauvreté extrême et multidimensionnelle.

104. En outre, compte tenu de l'importance des acteurs non gouvernementaux dans la mise en œuvre du Programme 2030, le Gouvernement colombien a mis en place un outil de suivi des objectifs du développement durable qui mesure les contributions du secteur privé à la réalisation de ces objectifs.

La séance est levée à 13 heures.